Après son congrès :

LE PSU ET LE SOUTIEN CRITIQUE

J. M. FREYSSAT

NOUS consacrerons cet article à exposer et critiquer les positions du PSU telles qu'elles ressortent du texte *« Pour la réussite de la gauche, ouvrir la voie à l'autogestion »*, adopté à l'issue du congrès par 55.5 % des mandats (60 % des suffrages exprimés), et soutenu par la plupart des grosses fédérations.

« Le gouvernement n'est pas un simple gouvernement social-démocrate de gestion de la crise. »

Sur quoi le PSU fonde-t-il cette analyse ?

1. Sur les particularités du mouvement ouvrier français :
— importance du PC qui, par ailleurs, se retrouve au gouvernement ;
— existence de syndicats (CGT et CFDT) non intégrés au système et dominants dans la classe ouvrière ;
— recrutement militant du PS dans un certain nombre de secteurs de lutte.

2. Sur l'orientation même du nouveau gouvernement :
— choix d'une politique de relance de la consommation, de création d'emplois dans le secteur public, financés par le déficit budgétaire, en rupture avec la politique imposée aux gouvernements des autres pays par leurs bourgeoisies ;
— réformes de structures en cours (nationalisations, décentralisation), restitution et extension des libertés.

En ce qui nous concerne, il nous paraît juste de marquer en quoi le renversement de majorité en France est plus qu'une simple péripétie électorale. Il nous paraît important de comprendre l'état d'esprit des travailleurs qui accordent un certain crédit à ce gouvernement en butte à l'hostilité de la droite et du patronat. Mais nous ne pensons pas que les éléments donnés par le PSU soient valides. Le fait que le gouvernement soit majoritairement composé des partis pour lesquels les travailleurs ont majoritairements votés, ces partis étant eux-mêmes liés au mouvement ouvrier au sein duquel ils sont les forces majoritaires, ne suffit pas pour faire du gouvernement la pure et simple expression des rapports de forces sociaux et politiques tels qu'ils existent dans le pays. Le PSU écrit : *« Le mouvement social revendicatif a trouvé une dimension politique dans la victoire d'une nouvelle majorité. »* C'est juste. Mais cette dimension est-elle adéquate aux aspirations qui l'ont fait vaincre ? Ni l'existence de forts syndicats non intégrés, ni d'un important PC, ni les liens du PS avec la classe ouvrière ne garantissent, pour nous, qu'un gouvernement où PS et PC sont représentés fasse autre chose que gérer la crise.

En outre, nous ne pensons pas plus juste d'assimiler la classe ouvrière et les organisations qui la structurent que d'assimiler ces organisations et le gouvernement auquel elles participent. Le PC a des liens bien plus étroits que le PS avec le cœur de la classe ouvrière de ce pays, cela ne garantit aucunement qu'il mène une politique conforme aux intérêts historiques de cette classe. La CGT et la CFDT sont des organisations formellement indépendantes de la bourgeoisie et de l'appareil d'Etat, peut-on dire pour autant que la politique menée par leur direction, à l'heure du recentrage, de la révision en baisse des revendications, du « produisons français », est une politique d'indépendance et de lutte de classe ?

Non que nous sous-estimions l'importance des liens de ces partis avec le mouvement ouvrier. L'existence d'une majorité ouvrière à la Chambre fait que les travailleurs ont des comptes à demander aux députés qu'ils ont élus sur l'usage qu'ils font de leur mandat, que la politique de

compromis avec le patronat ne peut plus s'abriter derrière les prétextes antérieurs de score électoral insuffisant obligeant à chercher des alliances, qu'une politique dirigée contre les intérêts ouvriers aura beaucoup plus de mal à passer, que menée par des députés bourgeois qui n'ont pas les mêmes rapports avec leur électorat et ne trahissent pas leur classe en faisant la politique de ceux qui les paient pour cela. Mais cela ne veut pas dire du tout que les députés du PC et du PS sont ligotés par leurs électeurs. La nature même de la démocratie bourgeoise émancipe la représentation électorale du contrôle direct des électeurs. La Constitution de la Ve République, en outre, émancipe le gouvernement du contrôle parlementaire. Les organisations ouvrières elles-mêmes sont des machines bureaucratiques qui utilisent plus qu'elles reflètent les aspirations ouvrières.

Enfin, ce que le PSU dit de l'orientation du gouvernement, outre que cela ne suffit pas pour le définir comme un gouvernement au service des travailleurs, est fortement relativisé par les critiques qu'il porte ensuite.

Mobilisation populaire... pour soutenir le gouvernement

Le PSU part fort justement de l'affirmation qu'*« aucune solution durable à la crise ne peut se concevoir sans qu'une mobilisation populaire, force motrice du changement, ne se mette en place pour l'imposer »*. Mais, en même temps, ce mouvement est clairement conçu comme auxiliaire, comme subordonné. L'autogestion, pour le PSU, quoi qu'il en dise, passe tout de même après les autorités constituées. Si un mouvement populaire doit se développer, c'est *« pour soutenir le pouvoir de gauche »* (certes *« dans l'affrontement avec le patronat et la droite »*, précise-t-il. Mais c'est croire que le gouvernement affrontera ses adversaires bourgeois. Nous, LCR, ne le croyons pas.

Pour nous, l'affrontement inéluctable se déroulera entre les patrons et les travailleurs, et ces derniers, pour le résoudre positivement, n'auront à compter que sur eux-mêmes ; et il faut le dire dès maintenant).

Pour le PSU, *« aucune alternative de gauche n'existe aujourd'hui et pour la période à venir au gouvernement actuel »*. Comme il n'y en a pas, il ne peut y en avoir. Et, par conséquent, il n'est pas question de chercher à la construire. Il ne viendrait pas à l'idée de nos « autogestionnaires » que la dynamique des luttes sociales puisse faire apparaître la possibilité d'une alternative s'appuyant directement sur celle-ci.

Tout en affirmant du haut de la tribune du congrès, *« qu'il n'y aura pas de marche tranquille au socialisme »*, la majorité déclare, dans sa résolution, que toute déstabilisation de la situation favoriserait le jeu de la droite et qu'il faut donc prendre garde aux *« mouvements sporadiques de mécontentement »*, aux *« intérêts catégoriels »*, à tout ce qui pourrait *« cimenter une opposition poujadiste ou gauchiste »*, *« un front de mécontents »*. Souci qui peut être louable, mais aussi lourd d'ambiguïtés quand on sait ce que Edmond Maire donne comme contenu à sa critique de la « démagogie » et du « corporatisme ». Et ce n'est pas un amalgame facile dans la mesure où la majorité du PSU, dans ses textes, cite favorablement la CFDT et ses positions actuelles.

Finalement, le soutien critique risque de ne se distinguer qu'avec peine du conseil avisé, pour ne pas dire de la caution de gauche, qu'un certain nombre de militants du PSU, en congé de responsabilité, apportent d'ores et déjà au gouvernement au sein de plusieurs cabinets ministériels. Après avoir affirmé que l'affrontement a déjà commencé entre patronat et gouvernement, le PSU déclare : *« Dans ce combat, nous sommes aux côtés du gouvernement. »* Pour nous, la lutte de classes n'a pas cessé, le gouvernement joue les arbitres autour de l'idée utopique de la construction d'une « économie mixte » mais en accordant concession sur concession au patronat pour essayer de se le concilier. Dans ce combat, nous ne saurions être du côté du pseudo arbitre, nous ne pouvons être qu'aux côtés des travailleurs.

Le PSU ne va pas jusqu'au bout de la logique qui est dans l'orientation des plus participationnistes, de ceux qui pensent que dès le 10 mai le parti aurait dû se placer en position de participer au gouvernement et mener une campagne dans ce but.

Pour la majorité de sa majorité, l'orientation actuelle du gouvernement n'est tout de même pas satisfaisante. Le PSU note justement les aspects limités des changements jusque-

là apportés, les premiers reculs, la volonté de compromis avec le patronat « *Nous devons donc agir pour que l'expérience en cours réussisse. or, la politique économique menée par le gouvernement ne nous paraît pas en mesure d'assurer durablement ce succès (absence de choix à long terme, addition de demi-mesures conjoncturelles, réduction limitée du temps de travail...)* »

Pour le PSU, cette politique n'est pas fatale : ce gouvernement n'est pas, par nature, un gouvernement de collaboration de classes, même s'il la pratique actuellement. Il peut changer de politique. Le PSU ne se donne-t-il pas comme « *tâche, de mettre en œuvre toutes ses capacités d'action et de proposition pour que la gauche au pouvoir s'oriente vers un socialisme qui tourne le dos aux échecs social-démocrate et stalinien, un socialisme qui s'appuie pleinement sur l'organisation du pouvoir des travailleurs à la base* » ? Le PC et le PS ont des pesanteurs, mènent une politique erronée, trop pragmatique pour le second, mais ne sont pas en question en tant qu'organisations. Ils peuvent évoluer sous la pression des masses. Et la politique qu'ils mènent est autant à mettre au compte de la faible mobilisation de celles-ci que d'une politique délibérée de leurs directions.

Si la mobilisation se développe, le gouvernement, qui a actuellement tendance à pencher du côté du patronat faute de contrepoids à la pression que ce dernier exerce sur lui, penchera alors du côté des travailleurs. Ceux-ci doivent s'emparer des embryons de réforme pour créer une « *dynamique populaire* » qui « *constituerait l'appui nécessaire à l'action gouvernementale pour franchir les obstacles qui lui seront opposés par la droite* ».

Participation conditionnelle au gouvernement

Aucune leçon n'est donc tirée par le PSU des expériences multiples de gouvernement de collaboration de classes en période de montée ouvrière, qui ont toujours vu l'inverse se produire. Plus le mouvement des masses se radicalisait à gauche, plus le gouvernement et les directions des partis ouvriers cherchaient des alliances à droite, mettaient de l'eau dans leur vin (cf. la « pause » du gouvernement Léon Blum, l'entrée des militaires dans le gouvernement Allende, etc.) et reculaient effrayées devant la perspective de constituer un gouvernement de leurs seules forces s'appuyant sur la mobilisation des masses et non plus sur les institutions bourgeoises.

Le PSU conditionne sa participation ministérielle à un changement de la politique du gouvernement, car il est évident qu'aujourd'hui, même si cette participation était critique, le fait matériel de la participation l'emporterait largement sur les critiques dont le PSU l'accompagnerait et il serait piégé.

Quelles sont les garanties d'une participation efficace :
1- Le gouvernement doit s'appuyer sur le mouvement populaire (le PSU s'efforcant d'impulser la réciproque) ;
2 - Le gouvernement doit s'engager à promouvoir des changements significatifs. Et le PSU donne quelques exemples qui marqueraient, certes, une autre orientation, sans pour autant, pour nous, représenter un changement qualitatif rompant avec l'orientation de compromis avec le patronat : « *Une politique extérieure nouvelle, indépendante des Américains, le freinage de la course aux armements, des droits réels pour les travailleurs, une vraie politique du partage du travail, etc.* (sic !) ». En outre, le vague des engagements demandés, l'annonce qu'on se contenterait de promesses montrent que le PSU est prêt à se satisfaire de peu, comme il le fit au moment de la présidentielle après avoir fait de l'acceptation de son contrat « présidentiel » un préalable à un appel au désistement.

Il est faux, pour nous LCR, de dire que ce gouvernement peut être sensible à la pression des masses. Nous ne nions pas qu'il puisse être amené à prendre des mesures progressives (comme il l'a fait depuis 6 mois) résultat non de sa bonne volonté mais du rapport de forces.

Soutenir ces mesures est une chose, comme s'opposer aux menées patronales, et nous sommes prêts à le faire ; mais soutenir — même de manière critique — ce gouvernement, en est une autre. Croire ou laisser croire que ce gouvernement peut changer fondamentalement de politique c'est entretenir des illusions qui risquent, demain, de laisser les travailleurs complètement désarmés au moment où ils appréhenderont clairement sa faillite. Le PSU dit à ses militants qu'ils doivent « *comprendre les changements intervenus : le temps n'est plus d'une opposition fondamentale à un pouvoir de droite* ». Il y a là double ambiguïté. On commence par confondre pouvoir et gouvernement, ensuite pouvoir de gauche et pouvoir des travailleurs. Pour nous, il n'y a pas, au-delà de l'expression journalistique un « pouvoir de gauche » et un « pouvoir de droite ».

Le pouvoir n'est pas une affaire de majorité parlementaire, mais une affaire de nature de l'appareil d'Etat. Appareil construit, structuré pour servir une classe et non machine neutre qu'une équipe gouvernementale pourrait asservir à une politique contradictoire à celle pour laquelle il existe. Même dans l'hypothèse où le gouvernement serait un gouvernement des travailleurs, la bourgeoisie serait toujours au pouvoir en France et pas simplement parce que, n'étant plus au gouvernement, il lui resterait encore, comme disent certains, le « pouvoir économique ».

Nous sommes bien évidemment prêts à mener la bataille pour une autre politique aux côtés de ceux qui ne sont pas encore persuadés que cette autre politique implique un autre gouvernement. Nous sommes même prêts à nous mobiliser contre le patronat et la droite avec ceux qui soutiennent la politique du gouvernement.

Qu'il n'y ait pas aujourd'hui de secteur significatif de la classe ouvrière qui raisonne en terme d'alternative gouvernementale n'implique pas que nous soyons condamnés au soutien critique du gouvernement en place. Nous devons expliquer sans relâche, dès aujourd'hui, en quoi ce gouvernement sera incapable de faire autre chose que gérer la crise, en quoi il sera incapable de répondre à l'attente des travailleurs en ce qui concerne leurs intérêts fondamentaux. Et c'est dans la lutte pour une autre politique, ou même simplement dans la lutte contre la droite, le patronat et leurs alliés dans la haute administration et les états-majors, que nous contribuons à dresser cette alternative ; à la rendre crédible aux travailleurs au travers de l'expérience qu'ils feront de l'incapacité du gouvernement, qu'ils considèrent encore comme leur, à sortir de la crise.

Quelle raison d'être ?

Le PSU ajoute à son programme minimal quelques axes d'intervention qui vont dans le sens d'objectifs transitoires (« contrôle ouvrier, con-

trôle populaire »). Il affirme vouloir les défendre parallèlement, en tant que parti autonome. Ces axes, qui mériteraient d'être précisés, comportent nombre d'éléments sur lesquels nous pourrions nous retrouver dans des actions ou des activités communes.

Tout au début de la résolution adoptée à Nantes, le PSU partait de trois constatations fort justes, dont il ne tire malheureusement pas les conséquences dans le reste du texte :

1) La crise du capitalisme est une crise structurelle qui ne peut être résolue par lui que sur le dos des travailleurs.

2) Le renversement de majorité en France traduit *« la volonté d'en finir avec le chômage et l'inflation »*.

3) La politique des social-démocraties en Europe est une politique *« de gestion de la crise »* par laquelle elles tentent *« de réaliser le concensus social sur la nécessité de l'austérité »*.

Pour nous, cela appelle d'autres conclusions que le soutien critique, la participation conditionnelle et quelques axes d'intervention. Cela appelle un programme d'ensemble et des solutions révolutionnaires auxquelles le gouvernement actuel, et les organisations qui le composent, sont hostiles par nature.

Mais pas plus qu'il n'y a pour le PSU d'alternative gouvernementale à gauche, il n'y a d'alternative aux forces traditionnelles du mouvement ouvrier définies *« qu'on le veuille ou non »*, dit-il, comme *« les forces motrices du mouvement populaire »* (Nous les concevrions plutôt, pour notre part, comme des freins !). La résolution déclare clairement que le PSU doit *« revenir à sa vocation essentielle »* définie comme *« la rénovation dans l'unité de toutes les forces qui luttent pour le socialisme »*. A terme (non précisé) il se voit, non pas disparaître *« dans une entreprise marginale »* (ce qui serait sans doute pour lui la constitution d'une organisation révolutionnaire issue des différenciations en cours dans le PS et le PC et/ou de regroupements dans l'extrême-gauche), mais se dépasser dans *« la réunion des principales forces motrices de la transformation sociale »* (PC tournant le dos au stalinisme, PS tournant le dos à la social-démocratie ?).

On passe ainsi, allègrement, de la lutte pour la nécessaire unité d'action du mouvement ouvrier (incluant l'unité syndicale) à une perspective de réunification politique organique sur la base d'options proches de celles du PSU. Puisque, affirme-t-il, ses *« grandes idées ... sont aujourd'hui le vocabulaire obligé de la plupart des forces politiques et syndicales »*, pourquoi ne seraient-elles pas, demain, leur pratique ?

Le PSU ne tire pas, là encore, la leçon quant à la nature du PC et du PS, des échecs stalinien et social-démocrate. A partir de là, il manque évidemment de justification historique et stratégique. Il n'envisage plus sa construction comme parti révolutionnaire face à la faillite historique des partis traditionnels de la classe ouvrière auxquels il disputerait l'hégémonie sur le mouvement ouvrier, mais comme aiguillon de ces partis, leur mauvaise conscience, fournisseur d'idées neuves pour leur rénovation politique et organisationnelle. Pour les plus engagés de ses militants dans la rupture avec ce qu'ils appellent par dérision *« le prophétisme marginal »*, est-ce suffisant pour continuer à justifier une organisation séparée du PS ?

Nous ne pensons pas, quant à nous, que le PC et le PS soient redressables (leur rénovation ne sera jamais que de façade), qu'ils luttent vraiment pour le socialisme, contrairement à ce que croient leurs adhérents. Mais nous ne croyons pas non plus que la transformation socialiste pourra s'effectuer sans leurs militants alors que nous sommes convaincus qu'elle se fera contre leurs appareils. C'est donc, en travaillant sur cette contradiction, avec une force, certes encore très minoritaire, mais pleinement indépendante, que nous pourrons contribuer à une recomposition du mouvement ouvrier qui le dote de la direction révolutionnaire qui lui manque depuis un demi-sciècle. Nous somme persuadés que les militants du PSU sincérement attachés à la classe ouvrière seront partie prenante de cette recomposition révolutionnaire du mouvement ouvrier.

■

ABONNEMENTS

« LE MAITRON »

Parution d'un nouveau tome du dictionnaire biographique du mouvement ouvrier

Le premier volume de la nouvelle série du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, de la Première à la Seconde Guerre mondiale,* période si riche et critique, vient de paraître. Il fut présenté fort à propos devant un imposant parterre de militants chevronnés et d'historiens, venus assister à la projection du film : *Ah ! Si les murs pouvaient parler ! Ecoutez la Bourse de Paris*, réalisé par Jean Maitron et B. Baissat, sans aucune aide financière.

Ce premier volume est particulier. Il comprend les listes des militants par départements, mais aussi des délégués aux congrès et des membres des organismes de direction de la CGT, de la CGTU et du Parti socialiste SFIO, ainsi que des élus au comité central du PC SFIC. Ces listes serviront de guide pour la découverte des biographies par ordre alphabétique. On prendra connaissance avec intérêt, dans ce volume, de la lettre et des signataires des 250 membres du PC qui lancèrent un appel à l'Internationale communiste, en octobre 1925, s'élevant contre les abus et les effets désastreux de la prétendue bolchevisation du parti. Les thèmes essentiels n'ont pas perdu leur actualité. La lettre réclame que l'on permette *« à toutes les opinions communistes de s'exprimer, à toutes les initiatives de se faire jour, de limiter l'omnipotence de l'appareil jusqu'ici irresponsable. Que celui qui a quelque chose à dire puisse le dire sans être aussitôt bafoué, intimidé, menacé d'exclusion, tenu à l'écart ».* On serait tenté de faire des rapprochements trop faciles, le PC de 1925 n'étant pas, certes, celui d'aujourd'hui. Mais le bureaucratisme vient de loin.

Une approche nouvelle de l'histoire du mouvement ouvrier.

A relever, en outre, la liste des militants trotskystes d'avant la guerre et celle des volontaires français en Espagne pendant la guerre civile. Oeuvre gigantesque, de l'ordre d'une vingtaine de tomes et de 60 000 biographies, devant paraître dans les sept ans, à raison de trois livres par an, l'approfondissement de la connaissance de l'histoire du mouvement ouvrier qu'elle apportera sera considérable. La rigueur scientifique qui préside à ce travail qui, s'interdisant des jugements de valeur, n'élimine pas, par exemple, ceux qui ont mal tourné, tels les doriotistes, s'éloigne également des arrangements de certains portraits « officiels ». De nouveaux éclairages sont donc possibles sinon probables, qui retiendront l'attention. Il n'est pas surprenant que durant cette époque les militants communistes prédominent largement.

Une résurrection des obscurs

Jean Maitron, qui assume avec Claude Pennetier la direction de cette oeuvre collective, situe exactement le sens de son entreprise. *« Nos biographies,* dit-il dans son avant-propos, *résurrection des obscurs, par le nombre, permettent une approche nouvelle de l'humain qui, inscrit dans une histoire globale et impersonelle, favorisera une plus valable réflexion sur le passé et éclaircira le présent .»* C'est une optique d'historien-militant dont on trouvera l'empreinte tout au long des pages de ces livres et qui en fera leur richesse.

Il incombe à chacun de faire en sorte que les collectivités, bibliothèques et administrations fassent l'acquisition du *Dictionnaire* intitulé très justement *Le Maitron* pour la commodité de sa popularisation. Des conditions particulièrement avantageuses équivalant à des remises de 50 % pour les premiers volumes et de 30 % pour les volumes suivants, sont offertes par la souscription des Editions ouvrières. Ces volumes ne seront, du reste, plus vendus en librairie, en raison de la nouvelle loi sur le prix des livres. Pour tous renseignements, s'adresser aux Editions ouvrières, 12, avenue Sœur-Rosalie, 75621 Paris Cédex 13.

Rodolphe Prager

abonnement

Profitez de la campagne d'abonnement d'essai couplé ROUGE-CRITIQUE COMMUNISTE, pour trois mois : 90 FF.

Abonnement séparé pour CRITIQUE COMMUNISTE :
1 an : 100 FF

Abonnement séparé pour ROUGE :
1 an : 230 FF (étranger, 320 FF).

Chèque à l'ordre de PEC, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil.

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

.....

.....

.....